



CONFEDERATION EUROPEENNE DES SYNDICATS  
Boulevard du Roi Albert II, 5 - 1210 Bruxelles

**« La Constitution , qui n'est pas néo-libérale, devient une victime des États membres tentés d'ignorer l'Europe sociale »**

La Confédération européenne des syndicats (CES) est déçue et regrette que des citoyens français aient rejeté la Constitution européenne, tout en respectant leur choix.

L'Union européenne doit maintenant faire face à une crise majeure. Pour la première fois de son histoire, la population d'un des six pays fondateurs a rejeté la façon dont l'Europe se construit. Il ne semble pas que ce soit un rejet de l'Europe en général, mais un rejet de l'Europe néo-libérale. C'est aussi une réaction face aux craintes liées au chômage, aux délocalisations et à l'insécurité.

La CES a lancé un avertissement, ces derniers temps, rappelant que le soutien à l'intégration européenne faiblirait si l'on n'accordait pas assez d'attention à la dimension sociale. Les faits lui ont malheureusement donné raison. La Constitution qui n'est pas néo-libérale est devenue une victime pour les états membres tentés d'ignorer l'Europe sociale.

C'est un signal très clair à l'UE : elle n'a pas suffisamment écouté les appels en faveur de l'Europe sociale. Le marché intérieur doit être associé à une dimension sociale forte, prenant en compte les préoccupations des travailleurs et des syndicats. L'UE doit se rapprocher des citoyens et de leurs revendications.

Nous avons besoin à présent d'une période de réflexion, et nous devons bien sûr, examiner les décisions démocratiques des Etats membres qui s'exprimeront prochainement.

30/05/05